Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JANVIER 1880.

Prorogation du traité du 22 mai 1865 entre la Belgique et l'Allemagne ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. DE MACAR.

MESSIEURS,

Le Gouvernement allemand a opéré récemment une révision de sa législation douanière.

Ce travail a été conçu dans un sens protectionniste. Avant d'y procéder, il a dénoncé les traités qui le liaient envers les États étrangers et qui contenaient des tarifs conventionnels. Le traité conclu en 1865 avec la Belgique était du nombre. Il arrivait à son échéance le 31 décembre 1879.

Fallait-il rester sans traité de commerce ?

Pouvait-on avoir quelque espoir de négocier, sans plus attendre, un traité nouveau stipulant des concessions de tarif, alors que les mesures que l'on eût désiré voir rapporter venaient à peine d'être votées ? Ou convenait-il de s'assurer provisoirement le régime de la nation la plus favorisée ?

C'est à ce dernier parti que le Gouvernement s'est arrêté ; l'Italie, la Suisse, l'Autriche, laissant de côté pour le moment les questions de tarifs, ont agi de même. — Dans ces conditions, votre commission a approuvé, à l'unanimité de ses membres, la prorogation de notre traité de commerce avec l'Allemagne jusqu'au 30 juin 1880, et vous propose d'adopter le projet de loi.

Le Rapporteur,
B^{on} DE MACAR.

Le Président,
JULES GUILLERY.

(1) Projet de loi, n° 65.

(2) La commission était composée de MM. GUILLERY, président, DE MACAR, D'ANDRIMONI, GOBLET D'ALVIELLA, VAN ISEGHEM, DE ZUREZO DE TEJADA et DE CHINAY.